

dollars d'acier au cours des cinq prochaines années. C'est donc dire qu'il existe d'excellentes possibilités au sein d'ARAMCO, dont les dépenses en 1981 ont atteint 5,0 milliards de dollars en contrats et 3,0 milliards en commandes. On peut dire, à toutes fins pratiques, que tout produit ou service dont a besoin le secteur pétrolier est acheté par ARAMCO. Cette dernière est également chargée, parmi ses fonctions secondaires, de la gestion de la Saudi Consolidated Electricity Company of the Eastern Province (SCECO EASTERN). Créée en 1976, cette société a été le premier des cinq organismes nationaux qui ont été établis partout au pays dans le but de nationaliser et de diriger le service d'électricité.

Il va sans dire qu'ARAMCO possède un vaste réseau d'achats et de magasins, dont une succursale à Houston. Pour être "approuvé", un fournisseur doit d'abord se faire inscrire auprès du bureau de Houston ou de Dhahran. Étant donné qu'ARAMCO accorde la priorité aux Saoudiens, l'on recommande que les entreprises canadiennes intéressées trouvent un organisme ou un associé saoudien compétent, inscrit auprès d'ARAMCO, pour les représenter. Dans le cas de la SCECO, tous les achats s'effectuent par l'entremise de sociétés saoudiennes.

b) L'industrie canadienne

Comme on peut le voir, les programmes d'industrialisation saoudiens fondés sur le pétrole et le gaz naturel exigent une vaste gamme de produits et de services qui correspondent en gros aux projets existants ou projetés au Canada ou, jusqu'à un certain point, aux projets américains auxquels les Canadiens ont participé à titre de fournisseurs. Le Canada est doté de plusieurs petites industries qui s'adapteraient très bien aux initiatives conjointes du genre de celles qu'appuient les organismes saoudiens.

c) Initiatives de commercialisation canadiennes

Comme nous l'avons déjà dit, le système de production du pétrole brut de l'Arabie Saoudite a évolué grâce principalement à des fournisseurs établis aux États-Unis, avant que les Canadiens ne commencent à faire valoir leurs compétences dans l'exploitation off-shore. Toutefois, ces dernières années, le Canada s'est emparé d'une part du marché, alors que l'on introduisait de nouveaux systèmes.

Les Canadiens n'ont guère participé à la première vague d'implantation de raffineries, d'usines pétrochimiques ou encore d'usines sidérurgiques. A posteriori, il semble que cela ait été dû surtout à l'inaptitude des entrepri-